

ENTREPRISES

Pour Bouygues, « l'urgence climatique requiert des actions d'envergure »

Propos recueillis par
**Julie Chauveau, Myriam
Chauvot et Raphaël Balenieri**

Le groupe Bouygues dévoile ce mercredi lors de son Climate Day des engagements de réduction de 30 % à 50 % de ses émissions de CO₂ pour être en ligne avec l'Accord de Paris. Chaque métier se dote d'un plan d'action.

Bouygues se fixe des objectifs de réduction d'émissions de CO₂. De quelle ampleur ?

Nous avons pris conscience que nous devons renforcer nos actions dans ce domaine. Depuis 2006, Bouygues a développé des initiatives afin de réduire son empreinte carbone, telles que des bâtiments à énergie positive et des expérimentations de ciment bas carbone. Mais ce n'est pas suffisant. L'urgence climatique requiert de nouvelles actions d'envergure, c'est ce que demandent avec insistance nos collaborateurs et les investisseurs.

Les 5 métiers du groupe, travaux publics, construction, promotion immobilière, télécoms et médias, ont travaillé sur des scénarios prospectifs afin d'envisager les risques et les opportunités associés à la stratégie climat. Nous avons analysé l'origine de nos sources d'émissions directes (scopes 1 et 2), mais également celles de nos fournisseurs (scope 3a). Globalement, 94 % des 17 millions de tonnes d'émissions de CO₂ annuelles du

groupe Bouygues proviennent de ses activités de BTP. Il ne s'agit pas de nous fixer des objectifs irréalistes de baisse de nos émissions, mais d'améliorer encore des technologies que nous maîtrisons ainsi que des innovations, afin de nous assurer que nous sommes sur la bonne trajectoire de décarbonation. Nos actions bas carbone se traduiront par une baisse des émissions de gaz à effet de serre variant de 30 % à 50 % d'ici à 2030, selon les métiers, afin d'être alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris. A l'avenir, nous présenterons le montant des investissements financiers nécessaires pour parvenir à nos objectifs.

Y compris en promotion immobilière ?

Dans le bâtiment, nous voulons que 30 % de nos projets européens soient construits en bois à l'horizon 2030. Nous travaillons également avec Hoffmann Green Cement Technologies sur un ciment générant 40 % de CO₂ en moins, dont la composition sera modifiée. Il faudra alors que les normes prennent en compte ces nouveaux produits, ce qui n'est pas le cas encore aujourd'hui. Bouygues Immobilier s'engage également sur la réduction des émissions par les utilisateurs (-32 % d'ici à 2030) de l'ensemble de ses ouvrages (neuf, tertiaire et réhabilitation) en les accompagnant dans leurs usages et en leur apportant des applications de suivi de leurs consommations.

OLIVIER ROUSSAT
Directeur général
délégué du groupe
Bouygues

Qu'est-ce que cela implique pour les logements neufs ?

Outre la fin des modes de chauffage carbonés, telles les chaudières au gaz, un autre axe concerne les pompes à chaleur et la domotique, qui vont permettre une meilleure efficacité énergétique. Dès aujourd'hui, dans les bureaux et les logements, les objets connectés permettent de piloter, par l'intermédiaire de différents terminaux comme les smartphones, les principales fonctions de confort : éclairage, chauffage-rafraîchissement, ventilation... Les assistants vocaux vont se généraliser dans les logements et cela va permettre d'aller encore plus loin dans les services à l'utilisateur, notamment dans le domaine de la sécurité, le suivi de la qualité de l'air ou encore la commande vocale des équipements de la maison.

L'élection de maires écologistes dans de grandes agglomérations facilite-t-elle cette mutation de la construction vers le bas carbone ?

Depuis cet été, certains maires nous demandent un arrêt de l'artificialisation des sols et une dé-densification. Cette dernière demande, en particulier, a beaucoup augmenté dans les grandes villes, y compris pour des

permis de construire déjà octroyés. Mais la dé-densification est difficilement compatible avec la lutte contre l'artificialisation des sols. Les maires vont devoir trancher.

Quels peuvent être les axes de réduction d'émissions dans les travaux publics ?

L'enjeu des travaux publics est important : Colas, notre filiale de travaux routiers, représente à elle seule 12 des 17 millions de tonnes de CO₂ qu'émet annuellement le groupe Bouygues. Un tiers des

Il a dit



Eric Piermont/AFP

« Que la 5G n'ait pas été allumée à Paris est un paradoxe. C'est la première fois que nous sommes confrontés à un tel refus de la technologie. »

émissions est lié à la consommation de gazole des engins de chantier. Nos partenariats avec de grands industriels comme Volvo permettent d'entrevoir des évolutions, avec des engins fonctionnant à l'électrique. Les travaux routiers sont émetteurs de CO₂ parce que le bitume doit être chauffé pour être épandu.

Progressivement, nous allons réaliser les chaussées avec des procédés d'enrobés tièdes plutôt que chauds, car ils nécessitent moins d'énergie. Enfin, nous devons sensibiliser les clients publics à la pertinence de la route recyclée. Aujourd'hui, nous savons refaire une route neuve avec l'ancienne route in situ. Ces techniques demandent beaucoup de sensibilisation auprès des élus, qui ne sont pas encore complètement familiarisés avec l'économie circulaire.

La 5G est accusée de consommer beaucoup d'énergie, comment allez-vous faire pour réduire vos émissions de CO₂ ?

L'arrivée de la 5G pour l'industrie des télécoms contribue à créer une situation paradoxale. D'un côté, elle permet de véhiculer des quantités de données bien supérieures avec une consommation moindre que la 4G. De l'autre, en créant une véritable dynamique dans les années qui viennent, elle va probablement accélérer la consommation de data.

Dans ce contexte, l'engagement du groupe est de réduire de moitié ses émissions de CO₂ correspon-

dant, par exemple, à l'installation de nos antennes (scopes 1 et 2). Deux pistes se dessinent, signer des contrats avec les fournisseurs d'énergie verte pour s'assurer que nous utilisons de l'énergie décarbonée et surtout favoriser le recyclage des téléphones, ce qui suppose de financer mieux la reprise des anciens appareils.

Depuis le 1^{er} décembre, vous avez lancé la 5G dans 1.000 communes, dont Marseille la semaine dernière. Une couverture nationale d'ici à un an est-elle envisageable, compte tenu de l'opposition de nombreux maires écologistes ou de gauche ?

La 5G est allumable en France mais pas forcément allumée. De nombreuses villes, comme Bordeaux, Nantes et même Paris, ont choisi de faire des consultations citoyennes avant que les opérateurs télécoms puissent installer les antennes 5G. Nous pensons que la concertation et la pédagogie sont la meilleure façon de procéder. La consultation citoyenne à Paris vient de se terminer après trois samedis de débats. Nous attendons la réponse. Le fait que la 5G n'ait pas encore été allumée à Paris est un paradoxe, car la première couronne commence à être couverte. C'est la première fois que nous sommes confrontés à un tel refus de la technologie. Mais je suis certain que les choses vont évoluer favorablement. Je suis confiant. ■